

COMPRENDRE LES ENJEUX MONÉTAIRES DE MAASTRICHT ET D'UNE AUTRE CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Certains disent que les questions monétaires sont trop techniques pour que les travailleurs puissent dire leur mot. On dit encore que faire des contre-propositions pour développer une véritable coopération monétaire européenne serait entrer dans un engrenage où l'on se ferait avoir. Il suffirait donc dans la bataille politique, de refuser la perte de souveraineté monétaire nationale que représente une monnaie unique européenne. Qu'en penses-tu ?

Bien sûr, les questions monétaires présentent des aspects techniques difficiles. Mais elles sont déjà au centre des politiques économiques de la Communauté européenne et encore plus au centre des projets d'Union économique et monétaire du type du Traité de Maastricht. Aussi il faut arriver à faire comprendre largement ces questions, si l'on veut permettre aux peuples, à tous les travailleurs, à tous les citoyens, d'intervenir et de peser le plus possible sur elles.

On admet qu'on doit éviter le piège de la confusion entre l'opposition à toute coopération européenne et l'opposition aux dominations renforcées supranationales et anti-sociales au nom de l'Europe.

Mais, en ce qui concerne la monnaie on se contenterait de refuser ce qui se prépare, sans faire de proposition pour une autre construction !

D'ailleurs les économistes communistes et d'autres proposent de développer la monnaie commune européenne déjà existante, l'écu, pour une coopération intime. Ils opposent cette proposition à celle de la monnaie unique supprimant les monnaies nationales européennes.

Des monnaies communes ont toujours plus ou moins existé, mais il s'agit ici de développements nouveaux.

Cependant on fait le silence sur cette proposition. On permet ainsi de confondre la monnaie unique avec une coopération monétaire étroite permise par le développement d'une monnaie commune. Et donc on laisse le champ libre aux propagandes pour la monnaie unique. Camper sur un simple refus pourrait manifester une vision en réalité conservatrice. On aurait peur de créer du nouveau. On se veut responsable d'une autre politique et on a peur de parler des problèmes centraux de la monnaie dans une autre politique. Ce serait une démission devant les forces actuellement dominantes et une reculade devant la responsabilité d'aider les populations à voir clair dans les enjeux européens et à intervenir de façon efficace.

Tu as dit que des monnaies communes ont déjà existé. Peux-tu présenter à grands traits l'évolution historique de cette question des monnaies communes existantes jusqu'au système monétaire international contemporain ?

Effectivement, des monnaies dans une large mesure communes ont toujours existé en relation avec les monnaies nationales. Ainsi au XIX^e siècle l'or et l'argent jouaient le rôle de monnaies communes à l'échelle internationale, en étant acceptées partout, comme fondement des monnaies nationales rendues comparables.

Toutefois, dans le capitalisme classique du XIX^e siècle, si les monnaies nationales étaient définies par un poids (fixe) d'argent ou d'or, elles étaient émises non seulement en pièces mais aussi sous forme de billets de banque nationaux légaux, comme symboles d'or, ou de crédits libel-



lés aussi en monnaie symbolique. Cela pouvait donner lieu déjà à une création monétaire nationale, certes remboursable alors en or, mais suppléant, avec de bas taux d'intérêt, à l'insuffisance de l'or pour anticiper et favoriser la croissance des débouchés et de la production rentable. Dans ces conditions, la monnaie symbolique pouvait éventuellement être créée de façon plus ou moins excessive par rapport aux possibilités de la croissance réelle de la production et de la rentabilité, déclenchant l'inflation ou l'enflure des billets et des prix.

Cette inflation faible était un prélèvement national supportable sur tous les revenus et les fonds. Mais forte, elle pouvait entraîner la perte de confiance dans les billets et l'exigence de règlement en or par les capitalistes créanciers, avec une déflation (dégonflement des quantités de monnaie et de prix) ainsi qu'une contraction de la croissance réelle et de l'emploi.

Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale avec ce qu'on a appelé le capi-



talisme monopoliste d'Etat, les conquêtes sociales de l'aide au financement de type public à la croissance de la production et de l'emploi (et non pas seulement du capital) ont comporté quatre aspects monétaires et financiers nouveaux interdépendants, aspects en crise aujourd'hui :

1. Le cours forcé des monnaies nationales.

Le billet de banque n'est plus seulement légal : on ne peut plus comme auparavant le refuser en demandant de l'or à la place, dans le cadre national du moins.

2. Les monnaies symboliques utilisées au plan international.

Avec le Fonds monétaire international, outre l'or, des monnaies symboliques, en fait le dollar, peuvent être utilisées au plan international. En cas de déficit commercial national provisoire un pays peut tirer du Fonds d'autres monnaies symboliques. Ce tirage d'autres monnaies s'effectue non seulement à proportion de l'or déposé par les Banques centrales nationales participant au Fonds, mais aussi du dépôt d'une certaine quantité de leur monnaie symbolique nationale.

3. Les dévaluations possibles d'une monnaie nationale par rapport à l'or.

A l'opposé de la fixité du XIX^e siècle, cela permet d'abaisser les prix des marchandises d'un pays (au détriment de ce qu'il reçoit pour une même production) pour tenter de faciliter ses exportations et donc ses importations et aussi sa production.

4. Le financement de type public pour favoriser la croissance réelle ne réclame pas la rentabilité ordinaire, voire pas de rentabilité du tout.

Et, pour soutenir ce financement, la création monétaire (appuyée par les Banques centrales nationalisées et les institutions financières publiques) est développée à partir des dépôts en comptes-chèques qui sont de plus en plus ceux des revenus des salariés. Ces dépôts sont reprêtés plusieurs fois avec des taux d'intérêt abaissés, voire négatifs si l'inflation est supérieure aux taux nominaux. La création monétaire n'est plus limitée autant qu'auparavant par l'exigence d'or aux plans national et international.

Pourquoi et comment ce système monétaire et financier, installé au lendemain de la crise de l'entre-deux-guerres, est-il à son tour en crise durable aujourd'hui ?

Le système monétaire et financier, encore dominé en définitive par l'accumulation du capital, a de nouveau conduit dès la fin des années 1960 aux gâchis d'efficacité durables et aux difficultés de la rentabilité de la production réelle, liés aux excès d'accumulation et d'exploitation. D'où les efforts d'adaptation par les nouvelles technologies et par les destructions d'activités, par la casse relative de la croissance réelle et surtout de l'emploi. Ces adaptations destructives passent par l'intermédiaire d'accumulations proprement financières, plus rentables, en or mais aussi de plus en plus en devises et en titres. Cette accumulation financière s'effectue en effet largement au détriment des productions réelles et, dans une certaine mesure, en faveur d'autres activités et productions. Mais ces destructurations et ces restructurations, relancent le chômage, tendant à déprimer

les croissances réelles nationales au bénéfice de la croissance financière généralisée et de dominations internationales considérablement aggravées.

Cela explique l'impossibilité de sortir de la crise systémique sans de nouveaux types de financements favorisant directement et durablement la croissance réelle et l'emploi. En effet, les institutions d'après-guerre sont désormais utilisées pour favoriser par le soutien public, financier et monétaire, l'accumulation principalement financière en titres. Cela entraîne une utilisation perverse des nouvelles technologies (pour la rentabilité financière) par les dominations destructives et contre l'emploi mondial.

Le recul du rôle de l'or est considérablement amplifié dans la crise en cours. Il n'y a plus de définition officielle des monnaies en or, et les monnaies symboliques se sont mises à flotter les unes par rapport aux autres. La création monétaire nouvelle et les soutiens publics favorisent désormais les marchés financiers internationaux. On assiste à une réaction des capitaux monétaires dominants contre les difficultés de la rentabilité et contre les prélèvements inflationnistes, en recherchant des placements financiers et des taux d'intérêts élevés.

Au plan international, dans le cadre de l'endettement général des Etats et des secteurs publics, on assiste au rôle dominant de la création du dollar à l'échelle mondiale, cherchant à attirer aux Etats-Unis par les rendements financiers relevés tous les capitaux mondiaux. Mais aussi on assiste au rôle international grandissant du mark notamment à l'échelle européenne (et du Yen, notamment en Asie du Sud-Est) à partir de leurs prêts liés aux excédents commerciaux énormes et durables de l'Allemagne (et du Japon). Le dollar à l'échelle mondiale et le mark à l'échelle européenne ont déjà un rôle de monnaies communes, mais dirigées par des Etats particuliers.

Dans ces conditions de pression exacerbée des marchés financiers et de domination sans précédent du dollar d'un côté, du mark et du yen de l'autre, que deviennent la souveraineté et l'autonomie d'une politique monétaire nationale comme celle de la France par exemple ?

En principe les monnaies nationales permettent toujours, par la création moné-

taire plus ou moins inflationniste des actions plus ou moins importantes sur les facilités nationales de financement et une sorte d'impôt national sur tous les revenus et capitaux monétaires. Le rôle de prêteur en dernier ressort de la Banque centrale nationale, les obligations de réserves des banques auprès d'elle, etc., permettent une action sur la création monétaire par les banques de dépôt et sur les taux d'intérêt nationaux.

Cependant, l'ouverture aux marchés monétaires et financiers internationaux, les contraintes aggravées des balances des paiements, les engagements internationaux nouveaux comme ceux institutionnalisés par le système monétaire européen (SME) limitent ces possibilités. Toutefois dans le SME, il est encore possible de modifier les parités entre les monnaies nationales participantes.

Le relâchement extrême actuel de l'ancrage des monnaies symboliques sur l'or tend à favoriser à la fois une domination accrue des marchés, avec la volatilité ou les retournements chaotiques des monnaies, et les interventions ou les manipulations des Etats.

Il conviendrait d'arriver à une nouvelle maîtrise des marchés, avec des critères d'efficacité sociale des fonds pour développer en coopération l'emploi et les populations. Mais, pour le moment, la conjonction des exacerbations de la domination des marchés et des interventions étatiques accrues entraîne des interventions publiques en faveur des placements des capitaux financiers en général et pour attirer les capitaux financiers.

Cela entraîne aussi l'influence dominante du dollar, avec les possibilités extraordinaires d'acheter pour les Etats-Unis avec du dollar symbolique, replacé aux Etats-Unis, et donc en développant leur endettement public ou privé et leurs charges financières. Face aux désordres et aux perturbations chaotiques, cela a provoqué aussi, à la fois, les efforts d'entente internationale (au niveau du G7, groupe des sept plus grandes puissances capitalistes) et les rivalités. Ainsi on a assisté à la recherche de flottement en commun des monnaies européennes, avec les rôles supplémentifs, mais pouvant aussi chercher à rivaliser avec le dollar, du mark et de l'écu.

Les nouvelles technologies des débuts de la révolution informationnelle sont à la fois encouragées et perverties dans ce cadre. D'une part, la croissance financière détruit des anciennes technologies et



favorise d'immenses concentrations nouvelles, des accords de partages des coûts de recherche, tandis que de la plus-value est drainée vers le financement des services rentables comme ceux de recherche-développement ou vers des dépenses publiques d'appui à ces services et aux coopérations internationales. D'autre part, les développements sont accaparés de façon monopolisatrice, avec des destructions massives d'emplois, pour dominer entre entreprises, pays, zones, freinant finalement dans l'ensemble les développements technologiques nouveaux impulsés par ailleurs.

Peux-tu préciser, dans ce contexte de crise systémique mondiale, le sens de l'organisation du système monétaire européen ainsi que les potentialités, difficultés et dominations nouvelles en son sein ?

Les flottements de monnaies les unes par rapport aux autres, à l'opposé des parités durablement fixes avec des définitions durables en or (sous réserve des dévaluations) gênent les échanges commerciaux et favorisent les mouvements désordonnés spéculatifs. Les efforts d'attraction des fonds disponibles pour s'accumuler financièrement entre les différents pays participent aux désordres des balances des paiements et de la tenue des monnaies, désordres agissant contre la stabilité des croissances des productions. Cela concerne tout particulièrement les Etats-Unis pouvant émettre du dollar international et payer des taux d'intérêts élevés à partir de lui. Une des réactions importantes a été le développement du système

monétaire européen (SME), surtout depuis 1979 avec même la constitution d'une unité monétaire commune, l'écu.

D'un côté, cela visait au *flottement en commun des monnaies européennes* vis-à-vis du dollar, avec des parités variant très peu entre elles pour favoriser les échanges intra-européens, grâce aux règles de parités, d'intervention, d'aide à court terme entre Banques centrales etc. Mais le développement effectif de ces échanges intra-européens a suscité des déficits commerciaux massifs et durables.

D'un autre côté, cela visait une *discipline monétaire dite anti-inflationniste de la création monétaire*, pour tenir les parités entre les monnaies. Mais cela a entraîné la déflation de la création monétaire pour la production, en agissant surtout contre les salaires et l'emploi. Et au contraire, cette discipline monétaire a favorisé, par la hausse des taux d'intérêt et le soutien européen du cours des monnaies (comme le franc), les placements financiers (notamment aux Etats-Unis), toujours au détriment de la croissance réelle et encore plus de l'emploi.

Mais les dissymétries de *l'inflation de la croissance financière et de la déflation des salaires* contre l'emploi, en faveur des capitalistes en général, mais aussi des Etats-Unis, étaient doublées de dissymétries des déficits commerciaux et des endettements, surtout vis-à-vis de l'Allemagne. La domination allemande dans la Communauté européenne (outre la domination générale des Etats-Unis et les tentatives japonaises grandissantes) ne s'appuyait pas seulement sur les dominations industrielles dans les équipements en général, mais aussi sur les liaisons plus

étroites des banques avec l'industrie, contrairement à l'extraversion des banques et des institutions financières françaises plus tournées vers l'extérieur et vers la croissance financière. Mais cette domination allemande s'est accompagnée d'une certaine solidarité monétaire favorisant les groupes capitalistes français dominants, l'accumulation financière des capitalistes français (notamment aux Etats-Unis), et facilitant l'endettement de l'Etat et du secteur public français.

Quels sont dans ces conditions les buts que prétend viser l'institution d'une monnaie unique européenne ?

Face aux dominations internes grandissantes dans la construction monétaire européenne, *il s'agit d'une fuite en avant*. Il s'agit notamment de *poursuivre une accumulation* financière (en particulier aux Etats-Unis pour la France) et l'accumulation réelle contre les salaires (et donc aussi l'emploi national), *malgré les déficits commerciaux persistants et les endettements grandissants* intra-européens (notamment vis-à-vis de l'Allemagne) et malgré les protestations populaires. La monnaie unique entraîne en effet la suppression des avertisseurs des monnaies nationales et une circulation des capitaux européens à l'intérieur de la Communauté européenne, sans distinction de nationalité.

Les buts affichés que prétend viser l'institution de la monnaie unique européenne et d'une Banque centrale européenne concernent au moins quatre ensembles de questions :

1. Le renforcement de la discipline contre la création monétaire inflationniste et pour la limitation des déficits budgétaires et des endettements publics. Une politique monétaire dite « anti-inflation » doit être menée par une Banque centrale européenne indépendante des gouvernements. Cependant, prétend-on, cette politique monétaire viserait les intérêts de la Communauté dans son ensemble et non ceux de tel ou tel pays.

2. L'attraction de capitaux du monde entier rivalisant avec les Etats-Unis, grâce à l'attraction d'une monnaie unique, gagée sur les ressources d'un immense ensemble industriel, commercial et financier, rivalisant avec le dollar. Cela permettrait, dit-on, d'abaisser enfin les taux d'intérêts réels.

3. L'achèvement de l'unicité du marché européen, avec la suppression des

modifications des parités entre monnaies nationales par suppressions de ces monnaies elles-mêmes. On prétend favoriser les échanges et les mouvements de capitaux ainsi que des sociétés capitalistes européennes sans limitations, tout en supprimant les coûts et les risques de change.

4. L'abolition des pressions à la baisse sur les monnaies et à la hausse sur les endettements nationaux, *à partir des déficits commerciaux persistant entre pays européens* et tout particulièrement avec l'Allemagne. On prétend qu'il n'y aurait donc plus besoin d'élever de façon différentielle les taux d'intérêt pour attirer des fonds étrangers et défendre le franc en cas d'excès en France des importations, nécessitant des devises étrangères. Les excédents commerciaux allemands se déverseraient sous forme de mouvements de capitaux libres dans tous les pays européens.

Avec la monnaie unique, ces buts affichés de coopération dans l'intérêt de tous les peuples sont-ils possibles à atteindre ? Dans le cas contraire, quels seraient les résultats probables ?

En règle générale, la poursuite des accumulations capitalistes plus financières que réelles, et contre l'emploi, serait favorisée surtout dans les pays dominés.

Mais on peut contester plus précisément les quatre ensembles de prétentions affichées :

1. La discipline générale de la création monétaire et des dépenses publiques serait encore plus unilatérale, alors qu'elle l'est déjà beaucoup aujourd'hui. Les restrictions, les garanties exigées et les taux d'intérêt élevés *frapperaient les dépenses publiques sociales* et les crédits pour la croissance réelle, mais non les marchés financiers avec leurs plus-values financières, qui recevraient une impulsion renforcée. Le recours accru des entreprises au marché financier *pèserait encore contre l'emploi*. Il renforcerait les tendances actuelles à réduire les salaires dans les valeurs ajoutées des entreprises, pour payer les charges financières, en utilisant les nouvelles technologies plus pour réduire l'emploi que pour accroître la production. D'ailleurs la Banque centrale européenne, indépendante des gouvernements, serait encore plus éloignée des luttes pour l'emploi et les dépenses sociales. Mais elle serait plus soumise aux pressions des marchés financiers, des investisseurs

obsédés par la rentabilité financière et des technocrates cherchant à se les concilier sur le dos des populations.

2. D'ailleurs la recherche d'attraction des capitaux, facilitée et rendue plus forte, **exacerbera la concurrence** entre les places financières européennes ainsi qu'avec les places extra-européennes. *Ce qui relancerait les hausses de taux d'intérêt* contre l'emploi et les alternatives de rivalité et de collaboration avec la domination du dollar. Cela pousserait aussi à rechercher des dominations financières nouvelles, notamment à l'Est.

3. La monnaie unique, loin de supprimer au niveau intra-européen les déficits commerciaux et des balances des paiements, notamment des pays du sud de l'Europe ou de la France, supprimerait toute limitation à leur égard. L'absence de pressions de ces déficits contre la tenue des monnaies nationales et en faveur des endettements nationaux *supprimerait tous les gardes-fous sans empêcher les déficits eux-mêmes*. Cela développerait les dominations économiques, un peu comme entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud ou l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est aujourd'hui.

4. Toute correction par des politiques monétaires différentes, et notamment par des dévaluations des monnaies nationales, *serait rendue impossible*. Au contraire les pressions de la Banque centrale européenne s'exerceraient contre les autres éléments de la politique financière et économique. Et les adaptations se feraient essentiellement par des déplacements d'activité et de capitaux, voire de populations.

Bien sûr, il s'agit-là de tendances très fortes n'empêchant pas les luttes sociales de tel ou tel pays. Mais celles-ci seraient rendues plus difficiles et cela dès la période préparatoire aux institutions monétaires nouvelles.

Tu proposes un développement nouveau de la monnaie commune européenne, l'écu. Comment ce développement pourrait-il favoriser des coopérations européennes plus étroites entre les monnaies et les politiques économiques nationales (à l'opposé de la domination supranationale de la monnaie unique) pour l'emploi et le progrès social des pays européens ?

On peut considérer au moins trois aspects de ces questions, où chaque fois la coopé-

ration plus intime rendue possible, n'est pas contre-balancée par une domination plus grave comme avec la monnaie unique :

— Il s'agit d'abord de la possibilité d'utiliser *d'importants prêts à moyen ou à long terme sans intérêt et même en partie des tirages de monnaie* (sans remboursement) entre Banques centrales associées, en cas de déficits, commerciaux ou des balances des paiements intra-européens. Cela se distinguerait des prêts actuels principalement à très court terme, prêts insuffisants laissant la place à d'importants et onéreux endettements publics et aux dominations des capitaux extérieurs importés (y compris pour favoriser les exportations de capitaux privés, par exemple de la France vers les Etats-Unis).

Ces aides monétaires utiliseraient la monnaie commune qu'est l'écu, créée en commun, à partir notamment d'un fonds monétaire européen. Dans ce fonds, il n'y aurait pas seulement comme aujourd'hui une partie des réserves en or et en dollar de chaque Banque centrale européenne participante, mais encore pour une certaine part révisable, des monnaies nationales européennes donnant droit aussi à des tirages en écu. Cela s'appuierait sur le développement de l'écu comme monnaie de réserve des Banques centrales.

Bien sûr, on peut dire que la monnaie unique supprimerait le besoins de prêts pour les déficits commerciaux ou des paiements intra-européens. Mais aussi, comme nous l'avons vu, la monnaie unique ne pousserait pas à corriger ces déficits, à l'opposé de tirages non remboursables limités puis des prêts non onéreux et longs en monnaie commune. D'ailleurs l'intéressement à la lutte contre ces déficits entre pays européens concernerait tous les pays européens, dans la mesure où si les uns doivent rembourser en partie, les autres doivent supporter le poids des aides spéciales et de la création monétaire correspondante.

— On pourrait *soutenir de façon solidaire au plan européen, des mesures monétaires et financières favorisant la lutte contre les gâchis de la croissance financière et la création d'emplois*, si bien sûr ces mesures étaient adoptées. D'une part, les politiques monétaires et financières nationales resteraient libres d'être sensibles aux pressions sociales nationales de tel à tel pays, comme aujourd'hui, au lieu d'absence d'autonomie et des obstacles nouveaux de la monnaie unique.

Et surtout, d'autre part, avec le développement nouveau de la monnaie commune, les solidarités monétaires et financières considérablement accrues pourraient soutenir les mesures nationales et pousser à des mesures communes, en facilitant des convergences de luttes des peuples. Ces mesures concerneraient non seulement des taxations des plus-values financières et donc de la croissance financière, ou des exportations de capitaux, mais aussi des critères d'efficacité sociale notamment pour les banques et institutions financières publiques et mixtes, en faveur des emplois efficaces. La dimension européenne des aides monétaires pourrait donner un poids suffisant à ces mesures, malgré l'environnement international éventuellement hostile. De même des ententes nouvelles pour stimuler la croissance et l'emploi, pourraient être organisées avec d'autres pays d'Europe occidentale, ou encore des pays de l'Est ou du Sud.

— En ce qui concerne l'émancipation vis-à-vis de la dictature de l'or, mais aussi de la domination du dollar sur le monde, la monnaie unique européenne ne supprime pas les alternatives de rivalité et de collaboration avec le dollar ou le yen, mais les accroît encore.

En outre, contrairement à la prétendue nécessité d'une monnaie unique pour une référence directe à la production européenne, *il est possible de créer un ancrage réel de la monnaie commune européenne*. Ainsi nous proposons une double définition de l'écu :

- *l'écu courant*, panier des douze monnaies comme l'écu actuel, variant en fonction des monnaies, comme aujourd'hui ;
- *l'écu constant*, défini par un pouvoir d'achat constant en Produit intérieur brut européen (agrégat pondéré des PIB nationaux) à partir d'un écu initial déterminé.

Tout en conservant l'autonomie des monnaies nationales associées, la référence à l'écu constant permettrait de mesurer les diverses inflations nationales, ainsi que l'inflation au niveau européen, pour des corrections éventuelles sans être à la remorque aveugle de l'or ou la remorque dominante du dollar (1).

Le développement de la monnaie commune européenne existante et de son utilisation pour des coopérations entre banques centrales et monnaies nationales plus amples et solidaires, suffirait-il à garantir des coopé-

rations financières non dominatrices favorisant la création d'emplois et le progrès social de toutes les nations européennes ?

Evidemment non. Les propositions de développement de la monnaie commune européenne fourniraient seulement des conditions favorables. Ces coopérations nouvelles dans l'intérêt des peuples et des travailleurs supposent d'autres avancées politiques et institutionnelles. Il s'agirait tout particulièrement *d'institutions économique-sociales nouvelles* favorisant la coopération technologique, l'insertion des populations dans l'emploi et la formation, des critères d'efficacité sociale des fonds, faisant faire reculer la domination des critères de rentabilité financière, en vue notamment de favoriser la création d'emplois efficaces.

Il s'agirait aussi *d'institutions proprement politiques* faisant avancer les pouvoirs d'interventions des travailleurs et des populations dans des constructions institutionnelles mixtes aux côtés des institutions délégataires actuelles. Cela pourrait concerner, par exemple, des pouvoirs d'intervention dans les gestions des entreprises et des services, des assemblées politiques nouvelles, de concertation de ces interventions des travailleurs et des populations au niveau des régions et des nations, comme auprès du Parlement européen. Le Parlement européen d'ailleurs devrait s'entendre avec les parlements nationaux, par exemple par un système de « navettes », portant sur les problèmes communs et de coopération, sur les textes à adopter. Nous avons déjà fait des propositions en ce sens au colloque de la revue *Issues* en décembre 1991. ■

1. Il convient d'ailleurs de noter que le pouvoir d'achat constant de la monnaie en volume de produits signifie une certaine perte de valeur quand on rembourse des sommes prêtées ou quand on amortit un capital. En effet, un même volume de produits représente, au bout d'un certain temps, moins de valeur ou moins de travail contenu, du fait de l'élévation de la productivité du travail. Il y a donc un transfert de valeur possible, à partir du progrès de la productivité du travail, vers les services et les prélèvements sociaux.